



**XVIII^{ème} SESSION ORDINAIRE DE LA CONFERENCE
DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT**

**Allocution de S.E.M. Ali BONGO ONDIMBA,
Président de la République Gabonaise,
Président en Exercice
De la Conférence des Chefs d'Etat
Et de Gouvernement de la CEEAC**

Libreville, le vendredi 27 novembre 2020

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement, et Chefs de Délégation,

Mesdames et Messieurs les Ministres des Etats membres de la CEEAC,

Monsieur le Président de la Commission de la CEEAC,

Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique Centrale Chef de l'UNOCA,

Madame le Chef de Bureau de liaison de l'Union Africaine auprès de la CEEAC,

Mesdames et Messieurs les Chefs de Mission diplomatique et Représentants des Organisations internationales,

Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, au nom du Peuple Gabonais, du Gouvernement de la République et au mien propre, vous souhaiter la plus cordiale des bienvenues et un agréable séjour à Libreville.

Permettez-moi également, de saluer la présence parmi nous, de notre Frère, Evariste NDAYISHIMIYE, Président de la République du Burundi, qui prend part pour la première fois à nos assises.

Je saisis par ailleurs cette occasion, pour vous exprimer à nouveau, à tous, mes vifs remerciements pour avoir bien voulu répondre à notre invitation et honorer notre pays.

Votre présence, dans le contexte de crise sanitaire actuelle de la pandémie de la COVID-19, est pour moi, le témoignage du prix que vous n'avez de cesse d'accorder, à notre volonté de bâtir une Communauté de destin.

Enfin, mes félicitations s'adressent à nouveau, au Président de la Commission de la CEEAC, et aux membres de la Commission, dont j'ai reçu les serments le 31 août dernier, pour le choix porté sur leurs personnes.

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement, et Chefs de Délégation,

Mesdames et Messieurs,

Je me réjouis de ce que l'ensemble de nos Etats membres a adhéré à la réforme institutionnelle de la CEEAC.

En effet, à ce jour, dix des onze Etats membres de notre Communauté ont ratifié le Traité révisé. Le processus de ratification dudit Traité, est en voie d'achèvement pour le onzième Etat membre.

Entré en vigueur le 28 août 2020, notre Traité a d'ores et déjà, fait l'objet d'un enregistrement auprès de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union Africaine, conformément à la pratique.

Enfin, la Commission de la CEEAC a été mise en place et a pris ses fonctions depuis le 31 août 2020.

Au regard de notre forte adhésion à la réforme institutionnelle et à ses acquis, il nous est permis d'envisager des perspectives heureuses quant au processus de mise en œuvre de notre intégration régionale.

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement, et Chefs de Délégation,

Mesdames et Messieurs,

La célébration le 18 octobre dernier, de la première édition de la Journée de l'Intégration régionale, nous a permis de constater que nous sommes à la croisée des chemins.

Cette journée a été pour nous, l'occasion de mener une réflexion, sur les voies et moyens de développer, voire de consolider, le sentiment d'appartenance à une Communauté de destin, dans le cadre d'une intégration que nous appelons tous de nos vœux.

Nous avons mis un accent particulier sur les Symboles de notre Organisation à savoir, la Journée de l'Intégration régionale, le Drapeau et la Devise.

Il convient désormais de nous approprier ces Symboles pour l'émergence d'une conscience et d'une citoyenneté communautaires.

Je voudrais rappeler, que la construction et la réalisation de notre intégration régionale ne relèvent pas de la seule volonté et de la seule responsabilité des dirigeants que nous sommes.

Elles exigent également et surtout, la pleine et totale adhésion, ainsi que la participation des Peuples d'Afrique Centrale, singulièrement de notre Jeunesse.

En effet, les générations présentes et futures sont pour moi, le meilleur gage d'un investissement sûr et durable, d'où la nécessité de les impliquer fortement, en les mettant au cœur de la construction de l'intégration régionale.

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement et Chefs de Délégation,

Mesdames et Messieurs,

Cette XVIII^{ème} Session Ordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC, est la dernière de la Présidence en Exercice de la République Gabonaise.

Je voudrais à cet égard me féliciter de la qualité de nos travaux et de l'esprit consensuel qui a prévalu tout au long de nos délibérations.

Ainsi, nombre de points inscrits à l'ordre du jour de cette XVIII^{ème} Session de notre Conférence, directement ou à travers le rapport du Conseil des Ministres, nous ont en effet permis de parler d'une seule et même voix.

Qu'il s'agisse de nos conclusions sur la situation en République Centrafricaine, des moyens financiers dont la Commission a besoin, ou des conditions d'emploi des personnels appelés à travailler sous le

leadership de ladite Commission, nous avons comme toujours réussi à transcender nos particularismes, afin de concrétiser notre ambition d'intégration régionale.

Au moment où je passe la charge de la Présidence en Exercice de notre Communauté, à mon Frère, Denis SASSOU N'GUESSO, Président de la République du Congo, j'aimerais toutefois rappeler l'importance que nous accordons à la question de la rationalisation de nos Communautés Economiques Régionales.

En effet, au cours du Sommet Extraordinaire sur la Paix et la Sécurité en République Centrafricaine, tenu le 30 novembre 2016, ici même à Libreville, notre Conférence avait demandé "l'accélération du processus d'intégration de la CEMAC et de la CEPGL au sein de la CEEAC".

C'est pourquoi l'approfondissement de l'examen de cette question d'importance se pose avec autant plus de force que la réforme de notre Communauté entre désormais dans sa phase opérationnelle.

Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement et Chefs de Délégation,

Mesdames et Messieurs,

Au terme de notre présente Session, je reste confiant en l'avenir de notre Organisation communautaire, et en sa capacité à relever, avec l'appui de nos Peuples, les défis multiformes auxquels nos Etats sont confrontés.

Je ne saurais clore mon propos sans adresser mes sincères remerciements à toutes celles et ceux qui ont œuvré à l'aboutissement du processus de réforme institutionnelle.

Je vous remercie.